



Sébastien Champion <seb.champion66@gmail.com>

RDUE / IMPORTANT

1 message

jean-marc Moinard <jean-marc@moinard-avocat.com>

23 octobre 2025 à 07:43

Mise en œuvre pratique

Les détaillants, distributeurs ou de grandes entreprises manufacturières de l'UE se trouvent dans la partie aval des chaînes de valeur concernées.

Les importateurs sont en amont.

Afin de permettre une utilisation plus efficace du système informatique, **la Commission propose que les opérateurs en aval et les professionnels ne soient plus tenus de présenter des déclarations de diligence raisonnée.**

Avec cette rationalisation, une seule soumission dans le système informatique EUDR au point d'entrée sur le marché sera requise pour l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement.

Les obligations de déclaration et la responsabilité seraient axées sur les opérateurs qui mettent d'abord les produits sur le marché.

Par exemple, le bois n'aurait plus besoin que d'une seule déclaration de diligence raisonnée à présenter par l'importateur qui les met sur le marché de l'UE, mais les fabricants ou les distributeurs en aval de produits à base de bois ne seront pas tenus de soumettre une nouvelle déclaration de diligence raisonnée dans le système informatique.

Avec la simplification significative proposée aujourd'hui, les micro et petits opérateurs primaires ne présenteraient qu'une déclaration simple et ponctuelle dans le système informatique EUDR.

Lorsque les informations sont déjà disponibles, par exemple dans une base de données d'un État membre, les opérateurs ne sont pas tenus de prendre eux-mêmes des mesures dans le système informatique.

Cette simplification remplace la nécessité antérieure de soumettre régulièrement des déclarations de diligence raisonnée.

Période transitoire pour les entreprises afin de renforcer le système informatique

La Commission propose également des périodes transitoires afin de garantir une transition en douceur et de renforcer le système informatique.

Concrètement, cela signifie que le règlement entrera en application le 30 décembre 2026 pour les micro et petites entreprises.

Pour les grandes et moyennes entreprises, la date reste le 30 décembre 2025, mais pour assurer une mise en œuvre progressive des règles, elles bénéficieront d'un délai de grâce de six mois pour les contrôles et l'exécution.



La Commission propose des mesures ciblées pour garantir la mise en œuvre en temps utile du règlement de l'UE sur la déforestation.pdf

50K